



## A Quand le Burundi cessera d'être appelé pays fragile ? PARCEM interpelle les autorités !

### 1. Concept de Fragilité

Les différents rapports des institutions comme la Banque Mondiale et la BAD classent le Burundi parmi les 19 pays fragile en Afrique. Si on considère la fragilité des pays à travers les grands groupes sous régionaux, le classement est le suivant : au sein de la CEEAC, 4 pays fragiles sont **le Burundi, la RDC, Centrafrique et le Tchad**, tandis qu'au niveau de l'EAC : c'est le **Burundi et le Sud-Soudan**.

En effet, les pays fragiles sont généralement les pays qui sont en instabilité politique permanente avec des répercussions négatives sur le plan sécuritaire et du respect des droits de l'homme. La paix y est précaire. Outre cela, ils manquent des fondamentaux de bonne gouvernance, de vision de développement et sont ruinés par une corruption outrancière. Ce qui fait qu'ils ne peuvent pas exploiter leurs ressources naturelles pour l'intérêt de leurs populations. Les ressources naturelles deviennent une source de malédiction et leurs populations croupissent dans une misère indescriptible.

### 2. Quelles conséquences ?

La mobilisation des fonds pour le développement leur est difficile, les investisseurs étrangers craignent d'y engager leurs capitaux. Dans leurs relations avec les bailleurs de fonds surtout les institutions financières internationales, ils sont éligibles souvent aux flux financiers accordés sous formes de dons ce qui, par voie de conséquence, limite leur consistance. Cela affecte aussi la qualité et la grandeur de leurs projets de développements (surtout la dotation en infrastructures). La déclaration de Paris et le plan d'action d'Accra précisent les mécanismes

d'accès aux financements pour les pays fragiles. Cela étant, le Burundi devrait s'y conformer car il est cosignataire de cette déclaration. Et le partenariat avec les Partenaires Techniques et Financiers à travers la déclaration de Paris est l'un des piliers de la vision 2025.

### 3. Qu'en est-il du Burundi ?

Avec le gel de la coopération, le Burundi se trouve avec une marge de manœuvre réduite pour diversifier ces financements en dehors de l'APD. En conséquence, les effets de la crise des devises se manifestent avec acuité. Le récent classement de la Banque Mondiale classe le Burundi parmi les cinq pays les plus dépendants de l'Aide Publique au Développement au monde.

### 4. Quelle stratégie pour s'en sortir ?

Elle est résumée en trois axes :

- ✓ Recouvrer une stabilité politique à travers un dialogue sincère et inclusif entre les protagonistes politiques avec un engagement ferme de refonder cette stabilité sur l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation.
  - ✓ S'engager visiblement dans la lutte contre la corruption à travers une volonté politique réelle ;
  - ✓ Se doter d'une vision de développement qu'on s'approprie et dont on évalue régulièrement la mise en application à travers les indicateurs de résultats précis ;
- En dehors de ça, au lieu de s'améliorer, la situation va s'empirer.

**En conclusion, il faut avoir une conscience par rapport à cette image de pays fragile et les conséquences que cela comporte. Car, l'image de quelqu'un ce n'est pas celle que l'on se donne mais c'est plutôt la perception des autres.**


  
**Pour PARCEM**  
**Faustin NDIKUMAN**  
**Directeur National**